

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 04 décembre 2024**  
(Convocation du 27 novembre 2024)

Aujourd'hui, le 04 décembre 2024 à 14h30, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	54 323
<b>Présents</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	28 160
<b>Pouvoirs</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	1 14
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	29 174
<b>Contre</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0
<b>Abstention</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. René Castets, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Philippe Baron, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Didier Gaugeacq, M. Philippe Labache, M. Jean-Marc Lescoute, M. Marc Mabillet, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : M. Julien Dubois

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Francis Dupouey, M. Bernard Pouban, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Francis Betbeder, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaube, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Patrick Maunas, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Christian Ducos

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président

**OBJET : Ressources humaines - Modalités d'application du compte épargne-temps****Exposé des motifs :**

Monsieur le Président expose à l'assemblée délibérante qu'il convient d'ajuster les modalités d'application du compte épargne-temps dans l'établissement.

Les modalités d'application du compte épargne temps sont précisé par la délibération n°2022\_CS\_27 du comité syndical en date du 06 juillet 2022.

Aujourd'hui il vous est proposé de rapporter cette délibération et d'en prendre une nouvelle venant expliquer plus en détails les modalités d'application du compte épargne-temps dans la collectivité et permettant d'ajuster les taux d'indemnisation forfaitaire des jours épargnés.

Le compte épargne temps permet à son titulaire d'accumuler des droits à congés rémunérés en jours ouvrés.

Il est ouvert de droit et sur leur demande aux fonctionnaires titulaires et aux agents contractuels de droit public, qu'ils occupent un emploi à temps complet ou un ou plusieurs emplois à temps non complet, sous réserve :

- qu'ils ne relèvent pas d'un régime d'obligations de service défini par leur statut particulier (cela concerne les professeurs et les assistants d'enseignement artistique),
- qu'ils soient employés de manière continue et aient accompli au moins une année de service.

Les fonctionnaires stagiaires ne peuvent pas bénéficier d'un compte épargne-temps ; s'ils en avaient déjà ouvert un auparavant, ils ne peuvent, durant le stage, ni utiliser leurs droits, ni en accumuler de nouveaux.

Les agents contractuels de droit privé ne peuvent pas bénéficier d'un compte épargne temps.

Le nombre total de jours inscrits sur le CET ne peut excéder 60 ; l'option de maintien sur le CET de jours épargnés ne peut donc être exercée que dans cette limite.

Les nécessités de service ne pourront être opposées lors de l'ouverture de ce compte mais seulement à l'occasion de l'utilisation des jours épargnés sur le compte épargne-temps. Tout refus opposé à une demande de congés au titre du compte épargne-temps doit être motivé. L'agent peut former un recours devant l'autorité dont il relève, qui statue après consultation de la commission administrative paritaire. A l'issue d'un congé de maternité, d'adoption ou de paternité et d'accueil de l'enfant, d'un congé de proche aidant ou d'un congé de solidarité familiale, l'agent, qui en fait la demande bénéficie de plein droit des droits à congés accumulés sur son compte épargne-temps.

Le compte épargne-temps peut être utilisé sans limitation de durée. Le fonctionnaire conserve ses droits à congés acquis au titre du compte épargne temps en cas notamment de mutation, de détachement, de disponibilité, d'accomplissement du service national ou d'activités dans la réserve opérationnelle ou la réserve sanitaire, de congé parental, de mise à disposition ou encore de mobilité auprès d'une administration ou d'un établissement public relevant de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique hospitalière.

Il vous est proposé les modalités suivantes :

**1) Règles d'ouverture du compte épargne-temps :**

La demande d'ouverture du compte épargne-temps doit être effectuée par écrit auprès de l'autorité territoriale

**2 ) Règles de fonctionnement et de gestion du compte épargne-temps :**

Le compte épargne-temps peut être alimenté par le report :

- d'une partie des jours de congés annuels, sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à 20 (proratisés pour les agents à temps partiel et à temps non complet), ainsi que les jours de fractionnement ;
- de jours R.T.T.,

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*



La demande d'alimentation du compte épargne-temps doit être effectuée par demande écrite de l'agent, une fois par an, avant le 31 janvier de l'année N+1.

L'agent est informé des droits épargnés et consommés annuellement, au plus tard le 28 février N+1.

### 3) Modalités d'utilisation des droits épargnés :

L'Institution Adour autorise l'indemnisation ou la prise en compte au sein du RAFP des droits épargnés ;

**1er cas :** Au terme de l'année civile, le nombre de jours inscrits sur le compte épargne temps ne dépasse pas 15 : l'agent ne peut alors utiliser les droits épargnés qu'en prenant des jours de congé.

**2ème cas :** Au terme d'une année civile, le nombre de jours accumulés sur le compte épargne temps est supérieur à 15. Les 15 premiers jours ne peuvent toujours être utilisés que sous la forme de jours de congé. Pour les jours au-delà du quinzième, une option doit être exercée, au plus tard le 31 janvier de l'année suivante :

- le fonctionnaire opte, dans les proportions qu'il souhaite : pour la prise en compte des jours au sein du régime de retraite additionnelle RAFP, pour leur indemnisation ou pour leur maintien sur le compte épargne temps,
- l'agent contractuel de droit public opte, dans les proportions qu'il souhaite : soit pour l'indemnisation des jours, soit pour leur maintien sur le compte épargne temps.

Les demandes de congés au titre du compte épargne-temps seront effectuées dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que les demandes de congés annuels.

Les montants de l'indemnisation applicables sont ceux prévus par la réglementation en vigueur au moment de l'utilisation du CET.

### 4) Règles de fermeture du compte épargne-temps :

Sous réserve de dispositions spécifiques, en cas de cessation définitive des fonctions, le compte épargne temps doit être soldé à la date de la radiation des cadres pour le fonctionnaire ou des effectifs pour l'agent contractuel de droit public.

Vu l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L.611-2, L.621-4 et L.621-5,

Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004, modifié, relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale,

Vu l'arrêté ministériel du 28 août 2009, modifié, fixant les taux d'indemnisation forfaitaire des jours épargnés,

Vu la délibération n°2022\_CS\_27 du comité syndical en date du 6 juillet 2022 instaurant les modalités d'application du CET au sein de l'Institution Adour,

Considérant l'avis du comité social territorial en date du 14 octobre 2024,

## LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

### DECIDE

#### Article 1

- de rapporter la délibération n°2022\_CS\_27 en date du 6 juillet 2022 mettant en place le CET et précisant les modalités de mise en œuvre de celui-ci au sein de l'Institution Adour,
- d'appliquer le compte épargne-temps institué par le décret du 26 août 2004 susvisé aux agents publics de la collectivité, qui remplissent les conditions prévues par la réglementation, selon les modalités fixées par ce décret et les dispositions particulières ci-après :
  - la demande d'ouverture du compte épargne-temps doit être effectuée par écrit auprès de l'autorité territoriale,



- le compte épargne-temps pourra être alimenté par des jours de congés annuels et des jours RTT,
  - la demande d'alimentation du compte épargne-temps doit être effectuée par demande écrite de l'agent, une fois par an, avant le 31 janvier de l'année N+1, et l'agent sera informé des droits épargnés et consommés annuellement, au plus tard le 28 février N+1,
  - les demandes de congés au titre du compte épargne-temps seront effectuées dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que les demandes de congés annuels,
- de préciser les modalités d'utilisation des jours placés sur le compte épargne temps, et excédant 15 jours, selon l'une des options ci-après au choix des agents :
    - indemnisation sur la base des tarifs prévus par la réglementation en vigueur au moment de l'utilisation du CET,
    - prise en compte dans le cadre du régime de retraite additionnelle de la fonction publique (*disposition applicable uniquement pour les fonctionnaires CNRACL*),
    - maintien sur le compte épargne temps,
  - d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

## Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 04 décembre 2024 à Mont-de-Marsan,

Le Président,  
Paul CARRÈRE